

Pour que le "vivre ensemble" devienne une réalité mieux partagée

Le mal logement fait trop de victimes, notamment des enfants dont l'avenir est souvent brisé.

Que de personnes en souffrance sont rejetées de la société pour ne pas avoir de toit ou ne disposer que d'un hébergement dégradé voire insalubre, dangereux pour la santé et la sécurité.

L'effort de chacun doit être renouvelé pour éradiquer ce drame.

La tentation est de se tourner vers l'Etat. Certes, il est de sa fonction régaliennne d'assurer la cohésion sociale mais la société civile a aussi ses devoirs et ses responsabilités pour parvenir à une société plus équilibrée, plus juste.

N'attendons pas la résolution de la pénurie des logements, d'un miracle institutionnel qui nous dispenserait de nos engagements.

Difficile de fermer les yeux sur le fait que trop de logements sont vacants alors que de nombreux ménages attendent parfois depuis des années un toit. Il y a là une situation si inacceptable que le silence est une faute ; personne ne peut dire : je ne sais pas.

Refusant de s'installer dans la seule indignation, s'impose une mobilisation pour offrir les conditions d'un avenir plus humanisé.

Dans cette perspective, nous préconisons les quatre mesures suivantes :

- 1/ mise à disposition sans délai de tous les biens susceptibles d'être loués, souhaitant que soit donnée plus d'ampleur à l'opération « Propriétaires et solidaires » initiée par Habitat et Humanisme.
- 2/ renforcement des dispositions liées aux garanties locatives pour mieux sécuriser les bailleurs,
- 3/ application de la Loi Solidarité et Renouvellement Urbains (S.R.U) à toutes les communes de plus de 3 500 habitants pour qu'il n'y ait plus de territoires ségrégatifs. La République est une et indivisible.
- 4/ révision des plans locaux d'Urbanisme (P.L.U.) dans les grandes agglomérations : les droits à construire augmentés de 25% à 30%, étant affectés d'une charge foncière maîtrisée pour une éligibilité aux financements très sociaux.

Ces modalités largement esquissées par les lois Engagement National pour le Logement et Mobilisation pour le Logement et la Lutte contre l'Exclusion sont à notre portée, sous réserve que la détresse dans laquelle se trouvent trop de familles nous touche pour parvenir à susciter un « autrement » dans l'acte de construire et les priorités d'accès au logement.

Cet appel, nous le lançons de Lyon dans le cadre du 25ème anniversaire d'Habitat et Humanisme avec tous ceux qui, attentifs à la fragilité, sont décidés à aller plus loin pour que le "vivre ensemble" devienne une réalité mieux partagée.

Le 10 mai 2011

Bernard Devert